



**Secrétariat général
Service des ressources humaines
Sous-direction de la gestion des carrières et de la
rémunération**

**78, rue de Varenne
75349 PARIS 07 SP
0149554955**

Note de service

SG/SRH/SDCAR/2022-239

24/03/2022

Date de mise en application : Immédiate

Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.

Cette instruction ne modifie aucune instruction.

Nombre d'annexes : 13

Objet : Appel à candidatures pour le 2ème cercle : 13 postes

Résumé :

Plusieurs postes sont offerts à la mobilité dite du "2ème cercle" ; la fiche correspondante mentionnant les personnes à contacter est jointe en annexe à la présente note.

Institut Français du Cheval et de l'Équitation

- 1 poste d'Ingénieur recherche et développement bâtiments et infrastructures équestres (H/F)

Date limite de candidature : 15/04/2022

- 1 poste de Chargé(e) de mission assistance à maîtrise d'ouvrage SIRE

Date limite de candidature : 10/05/2022

Agence de Services et de Paiement

- 1 poste de chargé.e d'action

Date limite de candidature : 14/04/2022

- 1 poste de directeur adjoint (H/F)

Date limite de candidature : 23/04/2022

Agence Nationale de Sécurité Sanitaire

- 1 poste de responsable administratif et financier (H/F)

Date limite de candidature : 07/04/2022

- 1 poste de coordinateur expertise scientifique dans le domaine de l'évaluation des risques sanitaires liées à l'eau (H/F)

Date limite de candidature : 08/04/2022

- 1 poste de coordinateur d'expertises scientifiques sur les substances chimiques (H/F)

Date limite de candidature : 08/04/2022

Mise à disposition

- 1 poste d'expert(e) coordinateur(trice) de projets auprès du ministère de l'éducation d'Angola

Date limite de candidature : 24/04/2022

- 1 poste de conseiller en systèmes alimentaires durables et environnement auprès de la FAO (Genève) (H/F)

Date limite de candidature : 14/04/2022

France Agrimer

- 1 poste de Responsable de pôle Intervention sur les marchés et suites de contrôles (H/F)

Date limite de candidature : 14/04/2022

- 1 poste d'instructeur/superviseur (H/F)

Date limite de candidature : 07/04/2022

- 1 poste d'adjoint au chef du service ressources humaines – responsable du projet SIRH RenoiRH (H/F)

Date limite de candidature : 22/04/2022

- 1 poste d'adjoint.e à la cheffe d'unité

Date limite de candidature : 07/04/2022

Le sous-directeur de la gestion
des carrières et de la rémunération
BELLEGUIC Laurent

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

t

Institut Français du Cheval et de l'Équitation
Pôle développement innovation et recherche – Direction du développement et de la vulgarisation

*Haras National du Pin – 61310 le Pin au Haras
OU
Avenue de l'École Nationale d'Équitation – 49411 Saumur*

Ingénieur recherche et développement bâtiments et infrastructures équestres

N° du poste :	
Catégorie : A fonctionnaire ou contractuel de droit public	
Cotation parcours professionnel postes catégorie A(*) : 1	Groupes RIFSEEP : G4 (IAE ou Attaché)
Poste vacant	
Date limite pour candidater 15 avril 2022	
Date de prise de poste : dès que possible à partir du 1^{er} juin 2022	
Présentation de l'environnement professionnel	<p>L'Institut Français du Cheval et de l'Équitation est un établissement public administratif sous double tutelle des Ministères en charge de l'agriculture et des sports. L'IFCE est au service des acteurs de la filière équine avec pour principales missions de :</p> <ul style="list-style-type: none">- Contribuer à la mise en œuvre des politiques de l'Etat en faveur de la filière équine : notamment la traçabilité zootechnique et sanitaire des équidés, l'appui économique à la filière et l'expertise réglementaire dans les domaines de l'élevage et des sports équestres.- Etre l'institut technique de référence de la filière par des activités de recherche appliquée, de transmission des savoirs (diffusion et formation professionnelle) et de valorisation du patrimoine équestre français.
Objectifs du poste	<p>L'ingénieur(e) R&D bâtiment et infrastructures équestres contribue aux activités du pôle DIR s'agissant de l'hébergement des équidés. Travaillant en partenariat avec les équipes de recherches internes et externes à l'IFCE, les autres instituts techniques agricoles, il/elle contribue ainsi à la valorisation de références utiles à la filière équine et à la vulgarisation et au transfert de résultats validés scientifiquement.</p> <p>Dans un contexte de fortes attentes sociétales en matière de bien-être au travail, de bien-être animal et de développement durable, il/elle travaille en étroite collaboration avec les équipes impliquées dans ces thématiques. L'innovation, notamment en matière d'hébergement des équidés est un enjeu majeur pour cette filière animée d'une culture de tradition. Les possibilités de réhabilitation et d'évolution des structures anciennes est à étudier. Elle doit permettre de répondre à ces attentes sociétales mais aussi aux contraintes économiques et à l'amélioration des conditions de travail des</p>

	professionnels.
<p>Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter</p>	<p>Activités principales En lien permanent avec les autres ingénieurs de R&D travaillant notamment sur les thématiques bien-être animal, développement durable, entretien et élevage des équidés, il/elle assurera les activités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Assure une veille scientifique et technique dans le domaine qui le concerne, - Assure une veille de la réglementation en vigueur et propose, en lien avec la filière, des évolutions prenant en compte les spécificités des équidés, - Définit des thèmes d'études répondant aux problématiques de la filière et rédige les projets associés en partenariat avec ses représentants, - Participe à la recherche de financement en répondant à des appels à projets, dont celui du conseil scientifique. - Définit et gère les ressources matérielles, humaines et financières liées à un projet de développement dont il est l'initiateur, - Effectue des études (collecte de données, analyse de résultats, bilans énergétiques, etc.), portées en propre et/ou réalisées en collaboration avec d'autres équipes, - Assure le transfert des résultats des travaux sur le thème environnement et du développement durable vers les acteurs de la filière équine : rédaction de synthèses, articles, fiches, création d'outils, présentations ; mais aussi vers un public varié, plus ou moins initié aux enjeux de la filière : grand public, décideurs politiques..., - Encadre des étudiants (ingénieurs, masters), - Participe à des réunions, séminaires, groupes de travail et commissions en tant qu'expert - Représente l'IFCE dans le cadre des travaux du RMT « BATICE » - Crée et entretient des liens avec les autres experts de la thématique au sein des autres filières animales, en France et à l'étranger, participe aux réflexions et projets communs. <p>Activités annexes</p> <ul style="list-style-type: none"> - Répond aux sollicitations d'expertises pour des partenaires, - Peut-être sollicité en tant qu'expert pour réaliser des formations. - Peut-être sollicité en tant qu'expert dans des groupes de travail au niveau européen - Participation ponctuelle à des projets régionaux. <p>Conditions particulières de travail</p> <ul style="list-style-type: none"> - Déplacements professionnels à prévoir
<p>Champ relationnel du poste</p>	<p>En interne</p> <ul style="list-style-type: none"> - Autres ingénieurs R&D du pôle DIR - Ingénieurs et chargés de projets et de développement en territoire - Chercheurs travaillant sur la thématique concernée ; - Equipes chargées de la diffusion des connaissances. - Ingénieurs de formation <p>En externe</p> <ul style="list-style-type: none"> - Porteurs de projets externes ou partenaires en lien avec ses activités ; - Collectivités territoriales, services de l'Etat, organismes agricoles ou spécialisés (notamment les conseils des équidés, établissements d'enseignement agricole et chambres d'agriculture- Porteurs de projets externes ou partenaires en lien avec ses activités ;

	- Collectivités territoriales, services de l'Etat, organismes agricoles ou spécialisés (notamment les conseils des équidés, établissements d'enseignement agricole et chambres d'agriculture).	
Compétences liées au poste	Savoirs / Savoir-faire :	Savoir-être :
	- Connaissance de la filière et de ses institutions (Pratique) - Relation avec les partenaires de l'Ifce (Pratique) - Calcul/Statistique (Pratique) - Economie de la filière (Pratique) - Utilisation de logiciel (Pratique) - Gestion de projet (Maîtrise) - Expression écrite (Expert) - Expression orale (Expert) - Langues étrangères (Maîtrise)	Etre autonome Etre force de proposition et d'initiative Etre orienté vers les partenaires/usagers/clients Avoir le sens de l'efficience Avoir l'esprit d'équipe
	Précisions Maîtrise des connaissances de la thématique d'expertise et e vulgarisation des connaissances souhaité.	
Conditions de recrutement	Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine. Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public (en application des articles 3 et 4 de la loi n°84-16). En cas de recrutement CDD, la durée sera de 1 an éventuellement renouvelable.	
Prérequis (diplôme ou expérience)	Diplôme d'ingénieur ou d'architecte Une spécialisation dans les bâtiments agricoles serait appréciée OU 3 ans d'expérience sur un poste similaire	
Personnes à contacter	<p>Personne à contacter pour plus de renseignements</p> <p>Mme Sophie DANVY, directrice du développement et de la vulgarisation eu sein du pôle développement innovation recherche courriel : sophie.danvy@ifce.fr - Tel : 06 29 55 60 38</p> <p>Mme Sandie JARRIER, directrice du pôle développement innovation recherche courriel : sandie.jarrier@ifce.fr – Tel : 06 27 92 51 42</p> <p>Composition du dossier :</p> <ul style="list-style-type: none"> - CV - Lettre de motivation - Les trois derniers compte-rendu d'entretien professionnel - Pour les fonctionnaires, le dernier arrêté de situation administrative - Pour les candidats actuellement en CDI de droit public dans la fonction publique, le CDI actuel. <p>Renseignement sur le dossier de mobilité / à renvoyer à</p> <p>Mme Loëtitia GERARD, Chargée de projet et développement RH – Tél : 05.55.73.83.08 Courriel : loetitia.gerard@ifce.fr ou drh-info@ifce.fr</p> <p>Mme Elodie LISSART, Chargé de projet et développement RH – Tél : 05 55 98 59 35 Courriel : elodie.lissart@ifce.fr</p>	

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

Institut Français du Cheval et de l'Équitation

Pôle traçabilité – Service AMOA

Route de Troche 19230 Arnac Pompadour

Chargé(e) de mission assistance à maîtrise d'ouvrage SIRE

N° du poste :	
Catégorie : A fonctionnaire ou contractuel de droit public	
Cotation parcours professionnel postes catégorie A(*) : 1	Groupes RIFSEEP : G4
Poste susceptible d'être vacant	
Date limite de candidature : 10 mai 2022	
Date de prise de poste : dès que possible à partir du 1^{er} juillet 2022	
Présentation de l'environnement professionnel	<p>L'Institut Français du Cheval et de l'Équitation est un établissement public administratif sous double tutelle des Ministères en charge de l'agriculture et des sports. L'IFCE est au service des acteurs de la filière équine avec pour principales missions de :</p> <ul style="list-style-type: none">- Contribuer à la mise en œuvre des politiques de l'Etat en faveur de la filière équine : notamment la traçabilité zootechnique et sanitaire des équidés, l'appui économique à la filière et l'expertise réglementaire dans les domaines de l'élevage et des sports équestres.- Etre l'institut technique de référence de la filière par des activités de recherche appliquée, de transmission des savoirs (diffusion et formation professionnelle) et de valorisation du patrimoine équestre français. <p>L'IFCE est chargé d'assurer la traçabilité sanitaire et zootechnique au sein de la filière (SIRE, identification terrain et contrôle).</p> <p>Au sein de l'IFCE, la Direction SIRE assure pour le compte de l'État la gestion de la base centrale sanitaire et zootechnique des équidés, et l'identification des équidés non-inscrits dans un stud-book. Le SIRE gère l'émission des passeports, la tenue des livres généalogiques et l'inscription aux stud-books pour les races sans Organisme de sélection agréé ou pour les OS agréés qui le délèguent.</p> <p>La base contient ainsi les données d'identification, sanitaires et zootechniques (puce, signalement, race, pedigree, droits à reproduire, détenteurs, propriétaires), qui sont collectées au travers de démarches papier ou internet, avec différentes étapes de suivi et renseignement par les bureaux de production.</p> <p>La diversité et la complexité des activités et des procédures associées constituent l'originalité du service.</p>

Objectifs du poste	<p>Le/La chargé(e) de mission assistance à maîtrise d'ouvrage collecte les besoins des maîtrises d'ouvrage et rédige les spécifications fonctionnelles dans le but de mettre en place, cadrer, alléger et améliorer des processus, outils et applications informatiques.</p> <p>A ce titre, il/elle doit:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Concevoir et mettre en œuvre les évolutions de la base de données et des services aux utilisateurs afin de répondre aux demandes des utilisateurs et partenaires de l'IFCE, et accompagner les évolutions réglementaires, technologiques et de procédures ; - Maintenir la cohérence du système en accompagnant les utilisateurs et en assurant certaines tâches d'exploitation et de paramétrage ; - Promouvoir l'utilisation du système en assurant formation, conseil et partage de connaissances.
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	<p>Activités principales Participe aux activités suivantes, en collaboration avec sa directrice :</p> <p>Développe et suit le projet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Rédige un cahier des charges fonctionnelles pour le développement et la mise en œuvre du projet - Elabore et valide les spécifications fonctionnelles détaillées - Effectue un suivi de la réalisation - Organise les tests des applications de validation <p>Fait vivre le système :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Analyse les problèmes et met en place les solutions - Contribue à l'analyse des besoins et à l'explicitation des scénarii d'intervention - Intervient sur les données - Réalise certaines tâches d'exploitation (extractions, traitements, etc.) <p>Fait évoluer le système :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Recense et collecte les besoins - Conçoit des solutions fonctionnelles - Pilote les réalisations et recette les développements <p>Fait connaître le système :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Rédige les manuels à l'intention des contributeurs/utilisateurs - Assure le support et l'information des utilisateurs - Apporte de l'expertise métier et technique pour les autres services - Enrichit la base de connaissance du système d'informations <p>Activités annexes Forme les utilisateurs et aide au déploiement des outils</p>
Champ relationnel du poste	<p>En interne</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les assistants administratifs SIRE - Responsables de bureau SIRE - Cadres transverses du SIRE - DOSI (notamment la maîtrise d'œuvre) - Maîtrise d'ouvrage - Utilisateurs finaux internes <p>En externe Utilisateurs finaux externes</p>

Compétences liées au poste	Savoirs / Savoir-faire : - Connaissance de la filière et de ses institutions (Maîtrise) - Utilisation de logiciels (Maîtrise) - Gestion de projet (Maîtrise) - Expression écrite (Pratique) - Expression orale (Pratique)	Savoir-être : - Etre autonome - Etre force de proposition et d'initiative - Etre orienté vers l'action et le résultat - Avoir l'esprit ouvert et être capable de s'adapter
Conditions de recrutement	Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine. Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public (en application des articles 3 et 4 de la loi n°84-16). En cas de recrutement CDD, la durée sera de 1 an éventuellement renouvelable.	
Prérequis (diplôme ou expérience)	Diplôme d'ingénieur Agro ou Agri, vétérinaire ou Formation d'assistant à maîtrise d'ouvrage Débutant accepté, une expérience sur un poste similaire serait un plus	
Personnes à contacter	Personne à contacter pour plus de renseignements M. Frédéric DEBRAS, responsable du service AMOA courriel : frederic.debras@ifce.fr - Tel : 05.05.97.10.62 Composition du dossier : - CV - Lettre de motivation - Les trois derniers compte-rendu d'entretien professionnel - Pour les fonctionnaires, le dernier arrêté de situation administrative Renseignement sur le dossier de mobilité / à renvoyer à Mme Loëtitia GERARD, Chargée de projet et développement RH – Tél : 05.55.73.83.08 Courriel : loetitia.gerard@ifce.fr ou drh-info@ifce.fr Mme Elodie LISSART, Chargé de projet et développement RH – Tél : 05 55 98 59 35 Courriel : elodie.lissart@ifce.fr	

**DIRECTEUR ADJOINT (H/F)p
DU DEVELOPPEMENT RURAL ET DE LA PECHE**

N° du poste : L14140	
Catégorie : A	
Cotation parcours professionnel postes catégorie A : 3	Groupe RIFSEEP ASP : Corps des Attaché et IAE: 1 Corps des IPEF : 2.2
Poste vacant	
Présentation de l'environnement professionnel	<p>L'Agence de Services et de Paiement (ASP) est un établissement public administratif placé sous la double tutelle du Ministère en charge de l'Agriculture (MAA) et du Ministère en charge de l'emploi. L'ASP est le premier organisme payeur européen des aides agricoles de la politique agricole commune (PAC). Elle contribue à la mise en œuvre de politiques publiques européennes, nationales et locales et dispose d'une expertise reconnue dans les domaines de l'ingénierie administrative, de l'instruction, des contrôles, des paiements et des recouvrements.</p> <p>Son siège est réparti sur deux sites (Limoges et une antenne à Montreuil) et comporte un réseau de 17 Directions régionales implantées en métropole et outre-mer.</p> <p>Au sein de l'Agence, la Direction du développement rural et de la pêche (DDRP) est chargée de la mise en œuvre de l'ensemble des mesures du développement rural (hors SIGC, de certaines aides nationales, ainsi que celles liées à la pêche) et assure la maîtrise d'ouvrage des outils de gestion des fonds européens (FEADER et FEAMP).</p> <p>A ce titre elle assure notamment la mise en œuvre opérationnelle du rôle d'organisme payeur des aides du FEADER HSIGC mais également d'aides nationales pour le compte du MAA et du ministère de la transition écologique (MTE) ainsi que le pilotage des projets informatiques des programmations 2014-2022 et 2023-2027.</p> <p>La directrice est secondée par deux adjoints :</p> <p>Le premier adjoint, objet de la présente fiche de poste, assure le pilotage :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de la mise en œuvre réglementaire et opérationnelle des dispositifs du FEADER HSIGC, - de la maîtrise d'ouvrage des outils informatiques, - du suivi des audits communautaires, - de l'animation de la gouvernance avec les Régions, autorités de gestion (AG) du FEADER. <p>Le second directeur adjoint a en charge la direction des opérations informatiques de la DDRP (assistance à maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre).</p> <p>La direction copilote également une direction de programme du futur Datalake Agricole avec la direction des soutiens directs agricoles (DSDA).</p> <p>Le poste est basé au Siège de l'ASP à Limoges avec des déplacements fréquents à prévoir sur Paris.</p>
Objectif du poste	<p>Le titulaire du poste devra seconder la directrice dans le pilotage de la direction et superviser en particulier les activités relatives à la maîtrise d'ouvrage (RDR3 et PSN 23-27, aides nationales et FEAMP), les aspects réglementaires de la mise en œuvre, les conventions et le contentieux, les restitutions à la Commission et aux corps de contrôles externes.</p> <p>Il suivra particulièrement la gouvernance du projet Datalake agricole notamment sur le sujet de la production du rapport annuel de performance via l'outil Synapse et pour la valorisation de données des aides hors SIGC.</p>

Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	<ul style="list-style-type: none"> - Représenter l’Etablissement et la Direction dans les différentes instances internes et externes - Contribuer à la définition des objectifs et orientations stratégiques de la Direction ainsi qu’à la gestion RH et budgétaire de la direction - Etre un interlocuteur privilégié des Directeurs régionaux - Définir et arbitrer, en lien avec les cheffes du SADRP (service agriculture, développement rural et pêche) et du SVRP (service valorisation restitution et performance) les priorités en veillant à la cohérence des travaux - Superviser l’avancement des chantiers « métiers » sous la responsabilité de la maîtrise d’ouvrage et s’assurer de leur réalisation dans les délais requis en coordonnant les relations avec les différents acteurs. - Piloter les travaux de la DDRP dans le cadre de la certification des comptes par la CCCOP et des différents audits et contrôles externes sur les aides FEADER HSI GC. - Préparer et participer aux travaux liés à la gouvernance du RDR3 et du PSN 23-27 avec les Régions - Piloter et animer en lien avec la chargée de mission de la DDRP et avec le MAA les travaux engagés avec les Régions sur la formation et l’accompagnement des acteurs du RDR3 (GT Formation) et contribuer aux réflexions engagées pour le PSN 23-27 - Piloter des groupes de travail dans le cadre de la préparation du PSN 23-27 	
Champ relationnel du poste	<p>Le champ relationnel du poste est vaste et comprend notamment un travail en réseau avec les directions et services de l’ASP (direction des opérations, directions régionales de l’ASP, agence comptable...) et les partenaires externes (MAA, MTE, Régions ...).</p>	
Compétences liées au poste	<p style="text-align: center;">Savoirs</p> <ul style="list-style-type: none"> - Connaissance de l’environnement professionnel - Connaissance de l’environnement institutionnel européen et national, des politiques agricoles, rurales, environnementales et de la pêche, - Connaissance des principes généraux budgétaires et de la comptabilité publique, des procédures de contrôle, de paiement de l’établissement. 	<p style="text-align: center;">Savoir-faire</p> <ul style="list-style-type: none"> - Aptitude à animer et manager une équipe, capacité à déléguer et à décider. - Pilotage d’équipes projets - Capacité de synthèse, sens de l’organisation et des priorités, - Capacité à appréhender les enjeux politiques et financiers. - Maîtrise des techniques de management - Culture informatique générale
Personnes à contacter	<p><u>Pour des questions relatives aux missions et objectifs du poste :</u></p> <p>Madame Valérie ISABELLE – Directrice du développement rural et de la pêche Téléphone : 05 55 12 01 57 Courriel : valerie.isabelle@asp-public.fr</p> <p>Monsieur François PROJETTI – Directeur Général Délégué Téléphone : 05 55 12 00 11 Courriel : francois.projetti@asp-public.fr</p> <p><u>Pour des questions relatives au recrutement et aux RH :</u></p> <p>Mme Sandrine DUPUY – DRH – Conseillère mobilité carrière et formation Téléphone : 05 55 12 00 33 Courriel : mobilite@asp-public.fr</p>	

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

Agence de services et de paiement

Direction de l'emploi, de l'environnement et des politiques sociales
Service Animation, Gestion, Contrôles des aides (SAGC)

Siège Limoges – 2, rue du Maupas
87040 LIMOGES Cedex 1

CHARGE D'ACTION (H/F)

N° du poste : L15043	
Catégorie : A	
Cotation parcours professionnel postes catégorie A : 1	Groupe RIFSEEP : 4
Poste vacant	
Présentation de l'environnement professionnel	<p>L'Agence de services et de paiement (ASP) est un établissement public pluri-ministériel (13 ministères, plus de 2000 collaborateurs). L'un des premiers opérateurs de l'Etat (budget de plus de 19 milliard €), il est le principal payeur des aides à l'emploi (contrats aidés) et le premier payeur européen d'aides agricoles.</p> <p>La Direction de l'emploi, de l'environnement et des politiques sociales (DIREEPS) assure la mise en œuvre opérationnelle des politiques publiques confiées à l'ASP notamment dans le domaine de l'emploi, de la formation professionnelle, de l'insertion ou de l'environnement (Bonus écologique, chèque énergie, service civique, contrats aidés...). Ses équipes assurent également la maîtrise d'ouvrage déléguée du système d'information pour la gestion des programmes européens (Synergie), ainsi que des missions d'assistance technique sur les fonds européens (Réseau rural national notamment).</p> <p>Au sein de la DIREEPS, le service animation, gestion et contrôle des aides (SAGC) assure la mise en œuvre, le suivi et la gestion des dispositifs d'aide relevant de ses domaines de compétence. A ce titre, il est notamment chargé de la mise en paiement des dossiers, de leur contrôle et d'apporter un appui juridique et réglementaire aux sites régionaux chargés de la gestion des dossiers.</p> <p>Associé dès l'élaboration des textes réglementaires, le Service animation gestion et contrôle (SAGC) définit les process de gestion. Il élabore le cadre opérationnel dans toutes ses composantes : formulaires pour les usagers, kits méthodologiques pour la gestion, le paiement et le contrôle assurés par le réseau des 17 Directions régionales de métropole et DOM, contribution à la définition des ratios d'activité pour équilibrer financièrement les prestations et suivi de l'activité, assistance auprès des usagers, échanges au fil de l'eau avec les donneurs d'ordre. Le SAGC s'inscrit dans les orientations de l'Agence qui place l'utilisateur au cœur du dispositif tout en optimisant l'activité de production.</p>

	<p>Le secteur Gestion Europe et aides à l'investissement est rattaché au Service Animation, Gestion et Contrôle de la DIREEPS. Il est en charge entre autres, par délégation du Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, des fonctions de Guichet Unique du Service Instructeur (GUSI) pour deux programmes européens : le Programme Spécifique du Réseau Rural National (PSRRN) et du Programme National de Gestion des Risques et Assistance Technique (PNGRAT). Dans ce cadre, le secteur a pour mission :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'instruire et certifier les dossiers de demande d'aides et de paiement, - d'accompagner les porteurs de projets dans leurs démarches, - de contribuer à l'élaboration et à l'amélioration des procédures de mise en œuvre et à l'instrumentation des outils et des systèmes dédiés (OSIRIS notamment) - de préparer et de suivre les différents contrôles & audit internes et externes (Organisme payeur, agence comptable, Contrôles qualité gestion, contrôles sur place, CCCOP...) <p>De plus, le secteur intervient sur la coordination des dispositifs « investissements » qui comprennent : l'aide à l'industrie du futur, la décarbonation de l'industrie et l'installation de bornes électriques de recharges sur le réseau routier.</p>	
Objectifs du poste	Le titulaire aura en charge la mise en œuvre et coordination des cadres opérationnels, instruction des dossiers de demande de subvention et de demande de paiement.	
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	<p>Sur les dispositifs gérés au sein du secteur et notamment ceux émergeant au FEADER, le titulaire sera en charge :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'instruire des demandes d'aide et de paiement - d'assurer la relation et l'accompagnement des bénéficiaires - d'assurer l'information auprès de l'autorité de gestion : reporting dossier, alerte etc. - de contribuer autant que de besoin aux activités transverses du secteur : contrôles, tableau de bord, manuel de procédure, coordination, etc. - d'assurer le reporting des actions menées auprès de l'encadrement. - Assurer le relationnel avec les interlocuteurs externes ou internes liés aux dossiers dont il (elle) a la charge. <p>Selon les besoins, l'agent pourra également être amené à prendre en charge d'autres missions liées aux activités du service et du secteur dans le domaine de la mise en œuvre de politique publique.</p>	
Liaisons fonctionnelles	Le titulaire du poste sera amené à travailler avec les bénéficiaires du programme, autorité de gestion, les donneurs d'ordre, corps de contrôle internes et externes ainsi que les autres directions du siège	
Compétences liées au poste	Savoirs :	Savoir-faire :
	<ul style="list-style-type: none"> - Connaissances de la réglementation FEADER, des marchés publics - Maîtrise des logiciels bureautiques - Connaissance d'OSIRIS 	<ul style="list-style-type: none"> - Appliquer la réglementation - Rigueur/fiabilité - Travail en équipe - Rendre compte

**Personnes
à contacter**

Pour des questions relatives aux missions et objectifs du poste :

Madame Christiane Roulet Delsuc – Cheffe de service SAGC –

christiane.roulet-delsuc@asp-public.fr – Tél : 05 55 12 05 18

Madame Martine PAGES – Cheffe de service adjointe –

martine.pages@asp-public.fr - Tél : 05 55 12 03 23

Pour des questions relatives à l'aspect administratif et général du poste :

Monsieur Nicolas LEBRAUD, DRH/SEEC - Conseiller recrutement, mobilité et formation
- Tél : 05 55 12 00 64 - mobilite@asp-public.fr

Mission administrative et financière – DIREEPS - DIREEPS-MAF@asp-public.fr

Date : 17/03/2022

Poste à pourvoir	Responsable administratif et financier (H/F)
Catégorie d'emploi	Agent contractuel de catégorie 2 ou agent titulaire de catégorie A
Type de contrat	Contrat à durée indéterminée de droit public, détachement, affectation
Localisation	Maisons-Alfort (94)
Prise de fonction	Dès que possible
Rémunération	<i>selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.</i>

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'agriculture, de la consommation, de l'environnement, de la santé et du travail. Elle intervient dans les domaines de la santé au travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs. Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 9 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1400 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 141 millions d'euros au budget annuel
- Plus de 14 000 avis émis depuis 1999
- 66 mandats de référence nationale
- 8 millions d'euros par an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Directions des laboratoires de santé animale et de sécurité des aliments.

Sur Maisons-Alfort, les deux laboratoires comptent environ 200 personnels Anses auxquels s'ajoutent les enseignants-chercheurs de l'ENVA, les doctorants, stagiaires et personnels des Unités sous contrat (UMR, UMT et USC), pour un budget annuel global respectivement de 2 millions et de 2,4 millions euros.

Missions / contexte

Le service des affaires générales de Maisons-Alfort est en charge de gérer et d'organiser les activités administratives et financières du laboratoire de santé animale et du laboratoire de sécurité des aliments. L'équipe est composée de 8 agents

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité de la directrice adjointe en charge des affaires générales (DAAG), le chef de service est chargé d'assurer et d'optimiser la gestion administrative et financière des deux laboratoires, site de Maisons-Alfort. Il pilote, organise et contrôle le service administratif et financier.

Activités

Dans ce cadre, il encadre et pilote l'activité des 8 agents du service et il :

- Garantit la coordination administrative et financière des deux entités en liaison étroite avec les directions du siège,
- Pilote l'élaboration et le suivi de l'exécution du budget des deux entités, en lien avec les directions opérationnelles, la Direction des affaires financières et l'Agent Comptable de l'Anses,
- Assure la gestion de proximité en ressources humaines des agents présents sur le site en lien avec la Direction des ressources humaines,
- Contribue sur la partie administrative à la négociation, la rédaction et la gestion des accords d'engagement scientifiques et administratifs des entités tels que les contrats de recherche, les conventions partenariales nationales y compris les unités sous contrat (UMR, UMT, USC), européennes et internationales, les contrats de prestations et de service, les marchés publics...
- Collabore étroitement avec la DTI en vue de recenser et d'analyser les besoins des laboratoires et suivre la prise en compte de ces besoins.
- Contribue en étant force de proposition à l'harmonisation des pratiques administratives et financières des entités

Conditions particulières

Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.

** En vertu de l'Art L.5323-4 du code la santé publique, le titulaire du poste sera soumis à l'obligation de remplir une déclaration publique d'intérêt. Toute personne recrutée est soumise aux règles de déontologie de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : BAC + 3 minimum , BAC +5 en gestion administrative et financière souhaité

Expériences similaires :

- Expérience en responsabilité administrative et financière
- Première expérience en management d'équipe souhaitée

Compétences

- Connaissance des règles budgétaires, comptables et financières applicables aux établissements publics de l'Etat (EPA)
- Connaissance des techniques de management
- Compétences juridiques dans le cadre en particulier des montages de conventions
- Aptitudes relationnelles et goût pour le travail en équipe
- Aptitude organisationnelle, rigoureux(se) et dynamique
- Capacités rédactionnelles et aptitudes à la communication orale
- Capacité d'adaptation et de réactivité
- Maîtrise de l'outil informatique (pack office, pro logiciels, logiciels)
- Maîtrise de l'anglais souhaitée pour un bon suivi des conventions portées par les deux laboratoires à l'international

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 7 avril 2022

Renseignements sur le poste : Catherine LAMBERT (catherine.lambert@anses.fr) , Laurent LALOUX (laurent.laloux@anses.fr) , Pascal BOIREAU (pascal.boireau@anses.fr)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2022-051 à :** recrutement@anses.fr

Date: 18/03/2022

Poste à pourvoir	Coordinateur expertise scientifique dans le domaine de l'évaluation des risques sanitaires liés à l'eau (H/F)
Catégorie d'emploi	Agent contractuel de catégorie 2 ou agent titulaire de catégorie A
Type de contrat	Contrat à durée indéterminée, détachement, affectation
Localisation	Maisons-Alfort (94)
Prise de fonction	Immédiate
Rémunération	<i>selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.</i>

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'agriculture, de la consommation, de l'environnement, de la santé et du travail. Elle intervient dans les domaines de la santé au travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs. Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 9 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1400 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 141 millions d'euros au budget annuel
- Plus de 14 000 avis émis depuis 1999
- 66 mandats de référence nationale
- 8 millions d'euros par an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse Direction de l'évaluation des risques (DER)
Unité d'évaluation des risques liés à l'eau (UERE)

Missions / contexte La Direction de l'évaluation des risques (DER) assure l'ensemble des missions d'évaluation dans le domaine des bénéfices et des risques nutritionnels et sanitaires liés à l'alimentation, des risques liés à la santé-environnement, des risques liés à la santé au travail, des risques liés à la santé, à l'alimentation et au bien-être des animaux, et des risques liés à la santé des végétaux. Elle fait appel aux collectifs d'experts constitués auprès de l'Agence en coordonnant leurs travaux. Elle peut également faire appel aux compétences scientifiques de ses personnels, et travaille en liaison avec les autres entités de l'Agence. Dans son domaine de compétence, elle assure des missions d'alerte et de vigilance, organise les études et enquêtes nécessaires à la collecte des données utiles à ses travaux d'expertise, gère les observatoires et bases de données qui y sont associés et mène à bien les développements méthodologiques nécessaires à l'accomplissement de ses missions.

L'unité d'évaluation des risques liés à l'eau est composée d'une dizaine de scientifiques. Son champ d'expertise couvre les eaux destinées à la consommation humaine (eaux de distribution publique, eaux conditionnées y compris les eaux minérales naturelles), les eaux utilisées dans la chaîne alimentaire, les eaux récréatives et toutes autres catégories d'eau dont les usages ou rejets peuvent présenter un risque pour la santé humaine. Ainsi, cette unité évalue les risques sanitaires pour l'Homme liés à la présence de contaminants chimiques, de micro-organismes voire de toxines dans l'eau, évalue l'innocuité et l'efficacité des produits et procédés de traitement des eaux destinées à la consommation humaine et des eaux de piscines, l'innocuité des matériaux et objets utilisés dans les installations fixes de production, de traitement et de distribution des eaux destinées à la consommation

humaine. Elle poursuit ses évaluations relatives à l'incidence sanitaire des pratiques se développant en termes de réutilisation des « eaux non conventionnelles » pour apporter des réponses vis-à-vis des tensions sur la ressource en eau en lien notamment avec le changement climatique, la loi Agec traduisant cette volonté (réutilisation ou recyclage des eaux (eaux usées traitées, eaux grises), recharge artificielle de nappes, énergies renouvelables...). Pour ce faire, elle s'appuie sur les travaux du Comité d'experts spécialisé « Eaux » (CES « Eaux ») et des groupes de travail qui y sont rattachés et en assure la coordination scientifique.

Elle contribue à la communication scientifique des produits de l'expertise et présente l'activité scientifique de l'unité auprès des instances nationales et/ou communautaires.

Elle s'inscrit également dans de nombreuses transversalités sur des thèmes emblématiques de l'Agence.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité de la cheffe d'unité, l'agent a pour mission : i) d'assurer la préparation et le suivi d'expertises collectives et des produits qui en sont issus, ii) d'apporter sa contribution technique et scientifique dans le domaine de l'évaluation des risques liés à l'eau, en lien avec le programme de travail. Dans le cadre de ses activités, l'agent sera amené à traiter de diverses thématiques portées par l'UERE.

Activités

À ce titre, l'agent contribuera à la coordination des expertises en évaluation des risques, à travers les actions suivantes :

- Piloter le traitement de saisines et auto-saisines dans le cadre de l'expertise collective conduite par le Comité d'experts spécialisé « Eaux » et des groupes de travail qui y sont rattachés;
- Vérifier la recevabilité scientifique et réaliser le cadrage des saisines,
- Coordonner des collectifs d'experts (CES, GT, GECU),
- Identifier les questions posées au CES « Eaux », les moyens et les compétences nécessaires pour y répondre,
- Fournir un appui scientifique à l'expertise,
- Organiser voire animer les réunions (groupes de travail, réunions internes ...),
- Rédiger les comptes rendus de réunions et tout ou partie du produit de l'expertise (avis, rapports),
- Gérer les produits de l'expertise depuis leur validation par le CES « Eaux » jusqu'à leur publication,
- Développer une expertise interne : (i) prendre en charge une saisine pouvant ne pas relever de l'expertise collective, en accord avec le président du CES et le chef d'unité concerné ; (ii) élaborer des synthèses bibliographiques, états des connaissances ...,
- Contribuer à la préparation des documents susceptibles d'accompagner la publication des produits de l'expertise, à la diffusion de l'information, à sa valorisation (colloques, publications...)
- Assurer la veille scientifique, réglementaire et technique en lien avec les services compétents (SAJ, documentation...),
- Assurer la mise en œuvre et le respect des procédures qualité, de la déontologie de l'expertise,
- Encadrer des stagiaires dans son domaine de compétence.

Conditions particulières

- Le titulaire de ce poste est soumis à une déclaration publique d'intérêts*.

** En vertu de l'Art L.5323-4 du code la santé publique, le titulaire du poste sera soumis à l'obligation de remplir une déclaration publique d'intérêt. Toute personne recrutée est soumise aux règles de déontologie de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : Bac + 3 minimum – BAC+5 souhaité, pharmacien, ingénieur, universitaire.

Deux types de spécialisations possibles seraient appréciées :

- soit une spécialisation dans le domaine de la santé publique, type pharmacien ou ingénieur du génie sanitaire, avec une formation initiale ou continue dans le domaine de la toxicologie ;
- soit une spécialisation dans le domaine de l'eau en chimie et microbiologie.

Expérience similaire :

- Une expérience préalable est requise soit dans le domaine de l'eau et des enjeux sanitaires associés, soit dans le domaine de l'évaluation des risques sanitaires,
- Une expérience de l'expertise collective et/ou de gestion de projets scientifiques serait un plus.

Compétences souhaitées

- Compétences dans au moins un des domaines suivants : toxicologie (réglementaire), méthodes d'évaluation des risques sanitaires, chimie, traitement des eaux et/ou biologie des eaux (indicateurs et pathogènes d'origine hydrique),
- Connaissance de la réglementation française et européenne applicable au domaine de l'eau et particulièrement dans le champ de la santé publique,
- Connaissance des acteurs du domaine de l'eau,
- Compétences en termes d'animation de groupe et de pilotage de projets.

Compétences attendues :

- Aptitudes relationnelles et goût pour le travail en équipe,
- Maîtrise du recensement des données bibliographiques,
- Capacité d'analyse et de synthèse,
- Capacités rédactionnelles avérées et aptitudes à la communication orale,
- Maîtrise de l'anglais scientifique (communication écrite et orale),
- Maîtrise de l'outil informatique (pack office),
- Aptitude organisationnelle, rigoureux(se) et dynamique,
- Capacité d'adaptation et d'investissement permettant de s'approprier des thèmes d'expertise variés et de déployer de nouvelles méthodologies le cas échéant,
- Force de proposition.

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 08/04/2022

Renseignements sur le poste : Eléonore Ney, Cheffe de l'unité UERE (eleonore.ney@anses.fr)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) en indiquant la référence 2022-054 à : recrutement@anses.fr

Date: 18/03/2022

Poste à pourvoir	Coordinateur d'expertises scientifiques sur les substances chimiques (H/F)
Catégorie d'emploi	Agent contractuel de catégorie 2 ou agent titulaire de catégorie A
Type de contrat	Contrat à durée indéterminée, détachement, affectation
Localisation	Maisons-Alfort (94)
Prise de fonction	Dès que possible
Rémunération	<i>selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.</i>

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'agriculture, de la consommation, de l'environnement, de la santé et du travail. Elle intervient dans les domaines de la santé au travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.

Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 9 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1400 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 141 millions d'euros au budget annuel
- Plus de 14 000 avis émis depuis 1999
- 66 mandats de référence nationale
- 8 millions d'euros par an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse Direction de l'évaluation des risques (DER)
Unité d'Évaluation des Valeurs de Référence et des Risques liés aux Substances chimiques (UEVRRiSC)

Missions / contexte La Direction de l'évaluation des risques (DER) assure l'ensemble des missions d'évaluation dans le domaine des bénéfices et des risques nutritionnels et sanitaires liés à l'alimentation, des risques liés à la santé-environnement, des risques liés à la santé au travail, des risques liés à la santé, à l'alimentation et au bien-être des animaux, et des risques liés à la santé des végétaux. Elle fait appel aux collectifs d'experts constitués auprès de l'Agence en coordonnant leurs travaux. Elle peut également faire appel aux compétences scientifiques de ses personnels, et travaille en liaison avec les autres entités de l'Agence. Dans son domaine de compétence, elle assure des missions d'alerte et de vigilance, organise les études et enquêtes nécessaires à la collecte des données utiles à ses travaux d'expertise, gère les observatoires et bases de données qui y sont associés et mène à bien les développements méthodologiques nécessaires à l'accomplissement de ses missions.

L'Unité d'évaluation des valeurs de référence et des risques liés aux substances chimiques (UEVRRiSC) conduit des expertises sur les dangers et les risques des substances chimiques, non biocides et non phytopharmaceutiques. Elle a en charge l'élaboration de valeurs sanitaires de référence (VTR, VLEP, VLB/VBR, VGAI...). Elle réalise également des travaux d'expertise d'évaluation des expositions et des risques sanitaires pour les travailleurs ou en lien avec des produits de consommation. L'UEVRRiSC est enfin impliquée dans des expertises et/ou projets nationaux et européens sur les thématiques décrites ci-dessus. Pour toutes ces missions, l'UEVRRiSC s'appuie sur différents collectifs d'experts spécialisés et est composée de 13 agents de formations variées.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité de la cheffe d'unité et de son adjointe, le coordinateur d'expertise a pour mission de contribuer à la préparation et au suivi des expertises collectives préalables à l'élaboration ou la modification de tableaux de maladies professionnelles et des produits qui en sont issus. Ce travail est réalisé en collaboration avec l'unité d'évaluation des risques liés à l'air (JERA).

Ces expertises consistent, notamment, en la réalisation d'un état de l'art et d'une analyse critique des publications, études et travaux existants (épidémiologiques, expérimentaux, cliniques) relatifs à des agents/nuisances et de leurs conséquences sur la santé, afin de déterminer la probabilité d'un lien de causalité. Sont également attendues une expertise sur les effets sanitaires incluant toute précision diagnostique nécessaire à l'identification de la (des) pathologie(s) susceptibles d'être attribuée(s) au travail, une expertise des données sur le délai de prise en charge de la maladie et la durée minimale d'exposition, ainsi qu'une documentation des expositions (métiers, situations d'exposition, etc.) en lien avec l'agent causal étudié. Ces expertises permettant d'éclairer les partenaires sociaux et les pouvoirs publics seront réalisées en prenant appui sur le Groupe de travail (GT) « Expertise des maladies professionnelles ».

Il aura également pour mission d'évaluer les dangers et les risques des substances chimiques inscrites au programme de travail de l'unité, sur la base des données disponibles : littérature, rapports d'études, dossiers industriels. Afin d'établir des recommandations de valeurs de référence, en particulier, pour les atmosphères de travail et la surveillance biologique des expositions professionnelles, il aura pour mission d'animer des groupes d'experts (CES ou GT). Il pourra être amené à présenter et défendre les travaux de l'Agence au niveau national et européen.

Activités

À ce titre, l'agent devra :

- conduire des analyses systématiques de la littérature sur des substances données ;
- analyser les données scientifiques (données de toxicité, données épidémiologiques, médicales, d'exposition, de valeurs de référence, etc.) et synthétiser les données disponibles sous forme d'un rapport puis discuter ses analyses auprès des collectifs d'experts ;
- contribuer, dans son domaine d'activité, à la réponse aux saisines et à des projets scientifiques (rédaction de comptes rendus, planification de réunions de travail, mise à disposition de documents pour les experts...);
- animer et/ou participer à des réunions de collectifs d'experts de l'Anses pour la mise en œuvre de travaux d'expertise collective;
- participer à la valorisation des travaux d'expertise produits par l'Anses au niveau national, européen ou international (congrès, comités de normalisation, instances internationales...);
- assurer une veille bibliographique, scientifique, technique, dans son domaine de compétences.

Conditions particulières

Le titulaire de ce poste est soumis à une déclaration publique d'intérêts*.

** En vertu de l'Art L.5323-4 du code la santé publique, le titulaire du poste sera soumis à l'obligation de remplir une déclaration publique d'intérêt. Toute personne recrutée est soumise aux règles de déontologie de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : BAC + 3 minimum

Bac+5 souhaité – MASTER II ou DEA (toxicologie), docteur en toxicologie, docteur en médecine, médecine vétérinaire, docteur en pharmacie.

Expériences similaires

- Expérience appréciée dans le domaine de la santé au travail, voire de la santé publique
- Expérience de la gestion de projets et/ ou de la conduite d'expertises

Compétences

- Connaissances approfondies en toxicologie ou en toxicologie clinique
- Connaissances en évaluation des dangers, caractérisation des expositions et évaluation des risques sanitaires
- Connaissances en dérivation de valeurs de référence en population générale (VTR/VGAI) et/ou professionnelle (VLEP, VLB)
- Connaissances réglementaires en santé au travail (notamment en prévention du risque chimique) et/ou dans le domaine des substances chimiques (REACH, CLP)
- Capacité d'analyse et de synthèse
- Capacités rédactionnelles avérées et aptitudes à la communication orale
- Capacité de travail en commun, facilité de contact et d'intégration au sein d'une équipe pluridisciplinaire
- Très bonne maîtrise de l'anglais scientifique et technique (écrit et oral)
- Esprit critique, rigueur, sens de l'organisation

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 08/04/2022

Renseignements sur le poste : Dominique Brunet, Cheffe de l'unité UEVRRiSC (dominique.brunet@anses.fr),

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + CV) **en indiquant la référence 2022-055** à recrutement@anses.fr.

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation
Direction générale de l'Enseignement et de la Recherche
Direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises
Mise à disposition dans le cadre du COMAPI
auprès du Ministère de l'Education d'Angola
Expert(e) coordinateur(trice) de projets

N° du poste :	
Catégorie : A/A+	
Classement parcours professionnel :	Cotation : 2
Création de poste	
Présentation de l'environnement professionnel	<p>Le poste, dédié aux actions de coopération entre le France et l'Angola dans les domaines de l'enseignement technique, supérieur et de la recherche agricoles, sera basé à Luanda auprès du Ministère de l'Education d'Angola et comportera des interactions régulières avec les services du Ministère de l'Agriculture Angolais et le bureau local de l'Agence Française de Développement</p> <p>La durée initiale de mise à disposition est de 3 ans. Elle est prolongeable deux fois d'une année supplémentaire.</p>
Objectifs du poste	<ul style="list-style-type: none"> - Promouvoir l'expertise française en matière de formation et de recherche agricoles et en assurer le suivi pour en garantir la qualité et la cohérence, - Plus globalement, soutenir et renforcer les partenariats bilatéraux en matière d'enseignement et de recherche agricoles.
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	<p>En lien avec la DGER / BRECI, la DGPE, et le CAA en charge de la zone, l'agent mis à disposition devra :</p> <ul style="list-style-type: none"> - suivre les travaux du groupe de travail agricole Angola – France et son plan d'action conjoint dans le domaine de l'agriculture sur les sujets formation, - accompagner, faciliter, suivre et rendre compte de la réalisation les projets en cours : <ul style="list-style-type: none"> - Renforcement des capacités des ITA - Le projet VAI2P conduit par l'ENSFEA et les 4 écoles vétérinaires – - Le projet avec l'ISTAM de Malanje : SUPALIM « Innovation et professionnalisation de l'offre de formation supérieure agroalimentaire en Angola », - être attentif aux opportunités de financement des actions de coopération en matière d'enseignement et de recherche agricoles (PEA, ADESFA, FSPI, Erasmus+, coopération décentralisée), et soutenir tout nouveau projet.
Champ relationnel du poste	<p>L'expert(e) coordinateur(trice) de projets sera référent pour le Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, en particulier pour le Bureau des relations européennes et de la coopération internationale à la DGER. Il/elle, sera amené(e) à interagir avec les acteurs nationaux et internationaux de l'enseignement technique, supérieur agricole court et long, ainsi qu'avec ceux de la recherche agricole.</p> <p>Il/elle travaillera en interaction avec le conseiller/la conseillère aux affaires agricoles de la zone et les services de l'ambassade de France en Angola pour promouvoir l'enseignement et la recherche agricole français, favoriser les programmes d'échanges d'élèves, d'étudiants, d'enseignants et de chercheurs et faciliter la mise en place de coopérations dans ces domaines. Il/elle sera amené(e) à des contacts réguliers avec les opérateurs du MAA en matière de coopération.</p>

Compétences liées au poste	Savoirs	Savoir-faire
	Compétence en conduite de projets, Connaissance de l'enseignement agricole français ; Pratique des relations internationales ; Compétences en ingénierie de formation et de dispositifs de formation ; Compétences interculturelles et diplomatiques. La maîtrise du portugais serait un plus	Aptitude à la synthèse et qualités rédactionnelles, Capacité à rédiger des rapports, et partager les informations pertinentes, Travailler en réseau, en équipe et animer des groupes, Maîtriser les outils bureautiques.
Personnes à contacter	Philippe RENARD, chef du bureau des relations européennes et de la coopération internationale – philippe.renard@agriculture.gouv.fr Gerardo RUIZ, Adjoint au chef du bureau des relations européennes et de la coopération internationales – gerardo.ruiz@agriculture.gouv.fr Rachid BENLAFQUIH, chargé de mission zone Afrique Subsaharienne – rachid.benlafquih@agriculture.gouv.fr	

**Ministère de l'agriculture et de l'alimentation
Mise à disposition auprès de la FAO (Genève)**

Conseiller en systèmes alimentaires durables et environnement

Catégorie : A + (équivalent P5)

Cotation parcours professionnel : supérieur à 3

Date de prise de fonctions souhaitée : septembre 2022

Durée de l'engagement : 3 ans, renouvelable 2 fois 1 an

Date limite de dépôt des candidatures : 3 semaines après la date de publication dans BO AGRI.

<p>PRÉSENTATION DE L'ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL ET CONTEXTE DE LA MISSION</p>	<p>Le Bureau de liaison de la FAO à Genève (LOG) est chargé d'assurer la liaison avec un grand nombre d'organisations internationales et de la société civile basées à Genève. Il assure également la liaison avec les représentants des membres basés à Genève. Ainsi, le Bureau de liaison i) veille à ce que les décisions des organes directeurs de la FAO et les travaux de l'Organisation soient portés dans les dialogues, mécanismes et discussions politiques pertinents à Genève ; ii) développe des partenariats, initiatives et projets avec les Organisations et acteurs présents à Genève ; iii) promeut et informe du travail technique et des activités de la FAO, les membres et Organisations basés à Genève ainsi que le grand public.</p> <p>LOG est composé de 5 experts thématiques (organigramme http://www.fao.org/geneva/about-us/our-team/en/ qui travaillent sur les sujets de sécurité sanitaire des aliments (en lien avec le Codex alimentarius OMS/FAO), One-Health (en lien avec OIE/OMS et PNUE), commerce (en lien avec OMC et CNUCED – en cours de recrutement), urgences/résilience (en lien avec WFP, HCR, OIM, OCHA) et les affaires sociales (en lien avec HCDH, OIT).</p> <p>Au vu des priorités actuelles de la FAO en matière d'environnement, de gestion des ressources naturelles, de biodiversité et de systèmes alimentaires durables, et du fait des initiatives internationales sur ces sujets, le bureau de la FAO à Genève cherche maintenant à s'investir davantage sur ces questions en inscrivant ses efforts dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour la restauration des écosystèmes 2021-2030 (portée par la FAO et le PNUE), du suivi du Sommet de Marseille et de la COP 15 sur la biodiversité qui adoptera son cadre global d'action post-2020, et du suivi du Sommet du Secrétaire général des Nations unies sur les systèmes alimentaires. Il soutient en outre le cadre stratégique de la FAO pour les dix prochaines années et ses quatre volets, notamment l'amélioration de l'environnement en appui de l'agenda 2030.</p>
<p>OBJECTIFS DU TRAVAIL</p>	<p>Élaborer et mettre en œuvre les programmes de la FAO, en collaboration avec les organisations basées à Genève, sur les systèmes alimentaires durables et en particulier sur les questions et les initiatives environnementales.</p>
<p>DESCRIPTION DES ACTIVITÉS OU DES TÂCHES À RÉALISER</p>	<p>En lien avec les divisions de la FAO concernées, et sous la responsabilité du Directeur du Bureau de liaison de la FAO à Genève, le Conseiller participera aux activités suivantes</p> <ul style="list-style-type: none">- Elaborer, mettre en œuvre les programmes de la FAO sur les questions de systèmes alimentaires durables, d'environnement et de gestion des ressources naturelles en lien avec les organisations genevoises. Faciliter les échanges entre ces organisations.- Identifier et développer de nouveaux partenariats, établir les réseaux pertinents pour favoriser et renforcer la collaboration entre la FAO et les Organisation et partenaires présents à Genève :

	<ul style="list-style-type: none"> o développer les actions et partenariats dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour la restauration des écosystèmes 2021-2030 o soutenir les activités avec l'UICN suite au Sommet de Marseille pour aider à mettre en œuvre la stratégie de la FAO en matière de biodiversité o Soutenir la mise en œuvre des résultats pertinents de la COP de la CCNUCC, tels que ceux liés au travail conjoint sur l'agriculture en Koronivia. o Soutenir le rôle de la FAO dans les travaux de la tripartite "One Health" et contribuer au renforcement du volet "gestion des écosystèmes". o Renforcer les liens avec le Bureau des Nations unies pour la réduction des risques de catastrophes (UNDRR), la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR), l'Organisation météorologique mondiale (OMM) et les plateformes dédiées à l'anticipation des risques climatiques et de leur impact sur l'agriculture, o Renforcer le partenariat et la contribution de la FAO au Réseau Environnemental de Genève (GEN), <ul style="list-style-type: none"> - Appuyer le suivi du Sommet sur les systèmes alimentaires, en étroite collaboration avec les acteurs suisses et basés à Genève. - Soutenir la mise en œuvre des lignes directrices volontaires du CSA sur les "systèmes alimentaires et la nutrition" et des recommandations politiques sur les "approches agroécologiques et autres approches innovantes". - représenter et porter les priorités de l'Organisation dans les forums inter-agences sur les systèmes alimentaires durables et les questions environnementales - Sensibiliser les équipes de la FAO et rapporter sur le travail des autres Organisations. - Maintenir le contact avec les Membres de la FAO et les tenir informés du travail de la FAO dans ces domaines - Contribuer au suivi des discussions et préparer des rapports et analyses sur ces questions en lien avec la sécurité alimentaire et la nutrition 	
<p>CHAMP RELATIONNEL DU POSTE</p>	<p>Le conseiller collaborera avec les différentes divisions et bureaux décentralisés de la FAO, avec les Organisations et partenaires externes œuvrant dans les secteurs des systèmes alimentaires et de l'environnement. Il/elle contribuera à maintenir le dialogue avec les membres basés à Genève.</p>	
	<p>SAVOIRS</p>	<p>SAVOIR-FAIRE</p>

<p>COMPÉTENCES LIÉES AU POSTE</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Diplôme supérieur en lien avec l'agronomie, l'économie, le développement durable ou dans une discipline apparentée - Expérience de 10 ans en minimum en lien avec les Organisations internationales, l'interaction avec les gouvernements et autres acteurs des systèmes alimentaires et l'environnement - Connaissance des priorités et programmes de la FAO - Expérience professionnelle dans un environnement multisectoriel et pluridisciplinaire - Expérience à l'international et expérience de terrain souhaitées - Anglais écrit et oral courant indispensable 	<ul style="list-style-type: none"> - Communication : Encourage et contribue à une communication claire et ouverte - Partage des connaissances et amélioration continue : Cherche continuellement à améliorer ses connaissances, ses compétences et ses processus de travail et ceux des autres. - Diriger, engager et responsabiliser les autres : coordonner, diriger, faciliter et reconnaître les efforts de l'équipe ; créer un environnement favorable et aider les autres à réaliser et à développer leur potentiel. - Partenariat et défense des intérêts : promouvoir des idées et développer des partenariats pour faire avancer le travail de l'Organisation. - Axé sur les résultats : il assume la responsabilité de l'obtention des résultats convenus au service du cadre stratégique. - Réflexion stratégique : Prendre des décisions éclairées et cohérentes, alignées sur des objectifs et des stratégies plus larges.
<p>PERSONNES A CONTACTER</p>	<p>Francoise SIMON – sous directrice International francoise-m.simon@agriculture.gouv.fr Isabelle OUILLON - Cheffe du BMSA - isabelle.ouillon@agriculture.gouv.fr - Une copie du dossier de candidature (CV et lettre de motivation) est à transmettre à : Sébastien RIHANI – DGPE – Chargé de mission réseau international sebastien.rihani@agriculture.gouv.fr</p>	

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Établissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Responsable du pôle Intervention sur les marchés et suites de contrôles

Direction des Interventions / Service Marchés, Certificats et Qualité /
Unité Interventions sur les marchés et dans les écoles

N° appel à candidature : 20343

Catégorie : A

Cotation parcours professionnel : 1

**Cotation Groupe RIFSEEP : Groupe 3 si corps des Ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement
Groupe 3 si corps des attachés d'administration de l'Etat**

Filière d'emploi : 7 - Économie et filières agricoles et agroalimentaires, gestion des aides

Poste vacant – prise de fonction dès que possible

Localisation :

12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.
Les agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 1 an (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est un établissement public sous tutelle sur Ministère en charge de l'agriculture.

Lieu d'information, d'échanges, de réflexion, d'arbitrage et de gestion pour les filières françaises de l'agriculture et de la pêche rassemblées au sein d'un même établissement, FranceAgriMer :

- met en œuvre des dispositifs de soutiens techniques et financiers, nationaux et européens, et gère des dispositifs de régulation des marchés ;
- assure un suivi des marchés, propose des expertises économiques, mais également techniques par exemple en contribuant à des actions de coopération technique et au développement des filières à l'international ;
- organise le dialogue, la concertation et la mise en œuvre des politiques publiques en s'appuyant sur une gouvernance rénovée fin 2019.

La Direction des Interventions, composée de 5 services, gère les dispositifs d'intervention financiers et non financiers de l'Union Européenne et/ou nationaux. Dans ce cadre, le Service Marché, Certificats et Qualité (MCQ) regroupe 2 unités et 1 délégation nationale, dont l'unité Interventions sur les marchés et dans les écoles (IME).

Celle-ci est chargée principalement de la mise en œuvre du programme UE à destination des écoles et des mesures d'intervention publique ou de stockage privé de l'OCM unique.

L'unité IME est composée de 18 agents répartis en 2 pôles :

- Lait et fruits à l'école
- Interventions sur les marchés et suite de contrôles

Objectifs du poste

Organiser, animer et prioriser les tâches du pôle Intervention sur les marchés et suites de contrôles.
Adapter et vérifier la bonne exécution des procédures mises en œuvre au sein du pôle.

Missions et activités principales :

- Concevoir et/ou adapter le plan de gestion des mesures de crise prévues par l'OCM et assurer le pilotage et le suivi de l'activité et des procédures :
 - o de régulation de marché de l'OCM, en particulier l'intervention publique, le stockage privé, le contingentement de production et les suites de contrôle du remboursement de la cotisation sucre ;
 - o des suites données aux rapports de contrôles sur place du programme de l'UE à destination des écoles.
- Suivre et développer les outils informatiques internes et externalisés nécessaires à la mise en œuvre des mesures
- Animer et organiser le travail de l'équipe de superviseurs et de gestionnaires.
- Superviser l'instruction et la liquidation des dossiers relevant du pôle.
- Elaborer des tableaux de bord pour le suivi de l'activité du pôle et organiser le suivi du contrôle interne.
- Contribuer à l'analyse économique des filières impliquées dans les mesures gérées.
- Coordonner et assurer le relationnel avec les partenaires internes et externes et notamment les communications à la Commission européenne pour les mesures gérées.
- Participer aux travaux transversaux de l'unité et du service.

Relations fonctionnelles du poste :

- Les agents de l'unité
- Les services support sollicités pour les missions de l'unité (unité Contrôles, service informatique, service analyses économiques des filières, Agence comptable,...).
- Les corps de contrôle interne et externe.
- Les bénéficiaires des mesures (entreprises d'aval des filières, collectivités, établissements scolaires...).
- Les services des directions générales du ministère de l'agriculture (DGPE, DGAL).

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Connaissance de la réglementation européenne en matière d'organisme payeur et d'aides agricoles.
- Environnement de travail tant administratif que professionnel.
- Appréhension des problématiques des filières impliquées.

Dans le cadre du parcours d'intégration : un accompagnement par le biais de formation ou de tutorat sera proposé si besoin au candidat pour s'approprier le domaine d'intervention et sa réglementation.

Savoir-faire / Maîtrise

- Travailler en équipe et en réseau.
- Mobiliser les ressources en interne comme en externe.
- Conduite de projet.
- Technique de management.

Savoir être :

- Adaptabilité
- Capacité d'anticipation, d'analyse et de synthèse
- Rigueur,
- Réactivité
- Autonomie
- Gestion du stress

Diplôme – Expérience professionnelle

Minimum bac+ 3 pour les candidats contractuels

Une première expérience dans un poste managérial est demandée

Contraintes du poste :

Missions pouvant impliquer des contraintes horaires liées à la gestion de crise qui implique une forte réactivité dans le travail.

Poste clé¹ : Oui Non

Poste à caractère sensible² : Oui Non

Poste à privilèges³ : Oui Non

Personnes à contacter

Christophe DASSIE – Direction des Interventions

Tél : 01.73.30.24.30 – christophe.dassie@franceagrimer.fr

Sylvie LACARELLE – Direction des interventions

Tel : 01.73.30.31.59 – sylvie.lacarelle@franceagrimer.fr

Tiphaine LELIEVRE - Chargée de mission recrutement

Tél. : 01.73.30.22.35 - Mobilite@franceagrimer.fr

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.

Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.

Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

³ Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



FranceAgriMer

ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 14/04/2022

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Établissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Instructeur / superviseur

Direction des Interventions / Service Programmes opérationnels et promotion /
Unité Promotion

N° appel à candidature : 20322	Catégorie : B
Cotation parcours professionnel : SO	Cotation Groupe RIFSEEP : Groupe 1 si corps des secrétaires administratifs
Filière d'emploi : 7 - Économie et filières agricoles et agroalimentaires, gestion des aides	
Poste vacant	Localisation : 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.
Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est un opérateur public dépendant du ministère de l'agriculture et est un organisme de référence en matière de filières agricoles, forestières et de la pêche.

L'une de ses missions consiste à gérer, dans le cadre de la politique agricole commune (PAC), des dispositifs publics de soutien et à accompagner des opérateurs avec des aides de l'Union européenne. Ces aides sont notamment utilisées au profit du secteur de la viticulture.

A ce titre, l'unité « Promotion », composée de 35 personnes, met en œuvre un dispositif d'accompagnement des viticulteurs, des entreprises vitivinicoles et des négociants de vins dans leur développement commercial à l'export. Cette aide à la promotion est destinée aux entreprises et interprofessions exportant des vins sous appellation ou sans indication géographique vers des pays tiers, hors Union européenne.

Objectifs du poste

Au sein d'une équipe d'environ 10 personnes, le titulaire du poste aura en charge l'instruction et la liquidation de dossiers de demande d'aide à la promotion viticole, c'est à dire à déterminer le montant d'aide à octroyer à des opérateurs économiques ayant réalisé des actions de promotion dans le cadre d'un projet préalablement validé par FranceAgriMer. Il pourra aussi superviser le travail d'autres agents.

Missions et activités principales :

Il s'agit d'un travail administratif consistant à :

- Vérifier les différentes pièces et informations des dossiers de demandes d'aide et instruire les dossiers conformément aux procédures
- Analyser la recevabilité des dossiers et établir le montant d'aide à verser
- Participer et veiller au bon déroulement des échanges avec les demandeurs au cours du traitement des dossiers
- Tenir compte des résultats des contrôles sur place pour arrêter l'aide à payer
- Etablir le montant d'aide à verser au bénéficiaire
- Classer après paiement les différentes pièces des dossiers en vue de l'archivage
- Superviser le cas échéant les travaux d'instruction d'autres agents.

Relations fonctionnelles du poste :

- Au sein de FranceAgriMer : autres pôles de l'unité promotion, service des contrôles, agence comptable, service juridique
- Entreprises du secteur vitivinicole demandant les aides

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Des connaissances de base sur la politique agricole commune seraient un plus
- Expérience souhaitée dans le domaine de comptabilité ou des aides publiques

Des formations aux outils et aux procédures de gestion seront assurées.

Savoir-faire / Maîtrise

- Maîtrise des outils bureautiques classiques (dont Excel à maîtriser)
- Capacité à travailler en équipe
- Rigueur dans la mise en œuvre de procédures
- Capacité d'adaptation pour être opérationnel rapidement

Diplôme – Expérience professionnelle

Pour les candidats contractuels minimum baccalauréat validé

Une expérience sur un poste similaire est demandée

Contraintes du poste :

Pas de contraintes particulières

Poste clé¹ : Oui Non x

Poste à caractère sensible² : Oui Non x

Poste à privilèges³ : Oui Non x

Personnes à contacter

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

³ Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

Marie TOUVAIS, cheffe de l'unité promotion
Tel : 01 73 30 23 60 - marie.touvais@franceagrimer.fr

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement
mobilite@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité. Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins. Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement. Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 07/04/2022

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Établissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.

En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.

Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Adjoint au chef du service des ressources humaines - responsable du projet SIRH RenoiRH

Secrétariat général/Service Ressources humaines

N° appel à candidature : 20344	Catégorie : A
Cotation parcours professionnel : 2	Cotation Groupe RIFSEEP : Groupe 2 si corps des Ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement Groupe 2 si corps des attachés d'administration de l'Etat
Filière d'emploi : 18 – Ressources Humaines	
Poste vacant	Localisation : 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex
<p align="center">Conditions de recrutement :</p> <p>Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.</p> <p>Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.</p>	
<p align="center">Présentation de l'environnement professionnel :</p> <p>FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer placé sous la tutelle du ministère de l'agriculture et de l'alimentation, est l'organisme public de référence en matière de filières agricoles, forestières et de la pêche.</p> <p>Ses principales missions consistent à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - favoriser la concertation au sein des filières agricoles, forestières et de la pêche, - assurer la connaissance et l'organisation des marchés agricoles, au travers notamment d'une veille économique, - mettre en œuvre les politiques publiques de régulation des marchés, - gérer des dispositifs publics de soutien, nationaux et/ou européens. <p>FranceAgriMer compte environ 1.000 agents, dont 1/3 basés dans les services territoriaux, rattachés aux directions régionales de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (DRAAF).</p> <p>Au sein du secrétariat général de l'établissement, le service des ressources humaines compte une trentaine d'agents répartis en 5 pôles : Carrières, Rémunération, Formation, Gestion du Temps et Dialogue Social.</p> <p>FranceAgriMer s'engage dans une démarche de basculement de son système d'information des ressources humaines (SIRH) vers le système interministériel RenoiRH, en cohérence avec la politique de ressources humaines du ministère en charge de l'agriculture.</p> <p>Cette modernisation du SIRH supposera un réexamen de l'ensemble des processus de gestion des ressources humaines de l'établissement (gestion des carrières, des affectations, des rémunérations, de la formation...). Elle</p>	

s'accomplira en deux étapes : la 1^{ère} étape concernera la gestion administrative des agents courant 2023, la 2nde la pré liquidation et la paye à façon avec une cible 2025.

Objectifs du poste

En lien étroit avec le chef du service, le titulaire du poste sera chargé du pilotage, de la coordination et de l'encadrement des travaux nécessaires au déploiement du nouveau système RenoirRH.

Il sera tout particulièrement chargé de conduire une revue des processus actuellement mis en œuvre au sein du SRH de FranceAgriMer et à assurer le cadrage et la mise en œuvre des évolutions techniques et fonctionnelles requises dans le cadre de la migration vers RenoirRH.

Dans le cadre de cette migration vers un nouveau SIRH, il sera également chargé de coordonner les travaux de passage à la paye à façon en liaison avec les services de la DGfip.

Une attention particulière devra être apportée aux mesures organisationnelles à mettre en œuvre pour garantir le versement des rémunérations dans les meilleures conditions possibles l'organisation au nouvel environnement du SRH et à la transformation de la fonction RH.

Missions et activités principales :

Animation et coordination du travail au sein du SRH :

- Evaluer les processus mis en œuvre au sein du SRH et identifier les réformes organisationnelles requises ;
- Organiser et piloter l'adaptation des activités des pôles du SRH en garantissant la qualité et la continuité de service ;
- Encadrer et mobiliser les agents du service ;
- Favoriser les échanges de pratiques et le travail en équipe ;
- Être force de proposition auprès du chef de service

Conduite du projet SIRH RenoirH :

- Piloter le projet en lien avec les acteurs internes au SRH et externes (SI, AC) : élaboration et suivi de la feuille de route et du calendrier, préparation et animation des comités de suivi et de pilotage du projet ;
- Participer aux groupes de travail inter établissements et ministériels pour y porter les avis et besoins de l'établissement ;
- Définir les besoins budgétaires et humains liés à la bascule et assurer le suivi et la bonne gestion des coûts et des délais en application des décisions de la direction générale ;

Accompagnement :

- Organiser et assurer le lien avec les différents niveaux d'assistance (notamment le Cisirh et le SRH du MAA) ;
- Définir les besoins de formation des utilisateurs et organiser le plan de formation en lien avec le pôle formation et le MAA ;
- En lien avec pôle SIRH, proposer un dispositif d'accompagnement des utilisateurs pour assurer une bonne appropriation des nouveaux outils et des nouvelles procédures et apporter un appui aux équipes du SRH en termes d'extraction de données et de mise en place de requêtes.

Relations fonctionnelles du poste :

- En interne : agents des pôles SRH, du service informatique, de l'agence comptable, de la direction générale
- En externe : homologues des autres établissements (INAO, ODEADOM, ASP), SRH du MAA, Cisirh, Dgfiip

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Capacité à comprendre les problématiques métiers et les enjeux stratégiques associés ;

Savoir-faire / Maîtrise

- Aptitude à l'encadrement et à l'animation d'équipe ;
- Sens du travail en équipe, de la délégation ;

<ul style="list-style-type: none"> - Maîtrise des sujets d'urbanisation de SI et d'analyse ; - Connaissance de la gestion des ressources humaines dans la fonction publique d'Etat et tout particulièrement du domaine de la préliquidation ; - Expérience d'encadrement et/ou de projets structurants - Capacité à conduire un projet technico-fonctionnel faisant intervenir un grand nombre d'acteurs. 	<ul style="list-style-type: none"> - Capacité de représentation dans des instances de pilotage stratégique et opérationnel - Bonne capacité d'animation des interlocuteurs mobilisés sur ces enjeux tant au sein qu'en dehors du SRH pour contribuer à l'objectif commun ; - Qualités relationnelles et gestion des conflits ; - Capacité d'organisation et d'anticipation ; - Sens des priorités et réactivité ; - Goût pour la simplification ; - Capacités rédactionnelles, d'analyse et de synthèse. - Facilité et clarté d'expression orale.
---	---

Diplôme – Expérience professionnelle

Une expérience de conduite de projet SIRH est vivement souhaitée

Contraintes du poste :

Respect des contraintes calendaires du projet

Poste clé¹ : Oui Non

Poste à caractère sensible² : Oui Non

Poste à privilèges³ : Oui Non

Personnes à contacter

Jean-François KUNTGEN - secrétaire général - 01.73.30.20.46

jean-francois.kuntgen@franceagrimer.fr

Philippe LE FAUCHEUR - chef du service RH - 01.73.30.24.00

philippe.le-faucheur@franceagrimer.fr

Tiphaine LELIEVRE - chargée d'études recrutement - 01 73 30 22 35

mobilite@franceagrimer.fr

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.

Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.

Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.

Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 22 avril 2022

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

³ Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Établissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.

En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.

Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Adjoint.e à la cheffe de l'unité

**Direction des Interventions
Service Soutien, Investissement et Innovation dans les Filières
Unité Entreprises et Filières**

N° appel à candidature : 20345

Catégorie : A

Cotation parcours professionnel : 1

**Cotation Groupe RIFSEEP : Groupe 3 si corps des Ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement
Groupe 3 si corps des attachés d'administration de l'Etat**

Filière d'emploi : 7 - Économie et filières agricoles et agroalimentaires, gestion des aides

Poste susceptible d'être vacant

Localisation : MONTREUIL

12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002
93555 Montreuil Cedex

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine. Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

L'Établissement national des produits de l'agriculture et de la mer (FranceAgriMer) est, avec le ministère de l'agriculture et de l'alimentation, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles, forestières et de la pêche. Il est agréé organisme payeur du Fonds européen agricole de garantie (FEAGA).

Ses principales missions consistent à :

- favoriser la concertation au sein des filières agricoles, forestières et de la pêche,
- assurer la connaissance et l'organisation des marchés agricoles, au travers notamment d'une veille économique,
- mettre en œuvre les politiques publiques de régulation des marchés,
- gérer des dispositifs publics de soutien, nationaux et/ou européens.

Au sein de la Direction des interventions, le service « Soutien, Investissement et Innovation dans les Filières » regroupe trois unités : l'unité « aides aux exploitations et expérimentation », l'unité « entreprises et filières » et l'unité « aides de crise et apiculture ».

L'unité « entreprises et filières », composée de 10 personnes, contribue à la définition de dispositifs d'aide nationaux et les met en œuvre. Ces aides ont pour objectif de soutenir les entreprises de l'aval des différentes filières agricoles et agroalimentaires et concernent surtout des actions d'innovation dans le domaine de l'alimentation. Un dispositif structurel visant à apporter des garanties bancaires aux collecteurs de céréales est également géré dans l'unité.

Objectifs du poste

Le titulaire du poste contribue au pilotage et à la mise en œuvre des différentes missions relevant de l'unité avec la cheffe de l'unité.

Il/elle suit et accompagne les projets présentés par les entreprises du secteur agroalimentaire dans le cadre des différents appels à projets, le financement de l'équarrissage public, l'aval des céréales ainsi que les autres dispositifs d'aides aux entreprises mis en œuvre par l'établissement.

Il/elle a également vocation à constituer une source d'expertise sur les domaines et les filières suivis.

Missions et activités principales :

En lien avec la cheffe de l'unité, le titulaire du poste assure les missions suivantes :

- Organiser et animer le travail de l'unité
- Préparer, en liaison avec les directions du Ministère chargé de l'agriculture, les dispositifs d'aides, les mettre en œuvre et les coordonner
- Suivre et accompagner les projets (instruction des dossiers de demande d'aide, préparation des audits avec les porteurs de projets, conventions, engagements, liquidations des aides)
- Réaliser des diagnostics financiers d'entreprises
- Définir, mettre en place et superviser les procédures de gestion des aides
- Assurer le reporting des dispositifs (suivi des indicateurs de gestion et de paiement des aides, d'évaluation)
- Contribuer aux réponses apportées aux missions de contrôles internes et externes

L'activité de l'unité porte actuellement sur trois principaux types de dispositifs :

- Dans le cadre du volet agricole du Plan de relance, quatre appels à projets visant à soutenir des projets de modernisation d'abattoirs, des projets collectifs de structuration des filières agricoles et agroalimentaires ou des filières protéines végétales, et des projets de structuration collective de l'offre par les organisations de producteurs ;
- Par le biais du compte d'affectation spéciale « développement agricole et rural » (CASDAR), et dans l'objectif de financer des actions relevant du programme national de développement agricole et rural (PNDAR), un appel à projets visant à stimuler la co-construction de l'innovation, entre les collectifs d'agriculteurs et les organismes de recherche, instituts techniques, organismes de développement, de conseil et de formation, et sa mise en application simultanée dans les champs techniques, organisationnels, économiques et/ou sociaux ;
- Le dispositif d'« aval des céréales », dispositif historique pour l'organisation du marché français des céréales, par lequel FranceAgriMer accorde une garantie aux collecteurs de céréales vis-à-vis des établissements bancaires, en vue de financer l'achat de céréales avec un paiement comptant aux producteurs.

Relations fonctionnelles du poste :

- À l'extérieur : Ministère chargé de l'agriculture (notamment la DGPE, la DGER et la DGAL) et ses services déconcentrés, SGPI, Ademe, BPI, autres ministères, corps de contrôle, représentants des filières agricoles et agroalimentaires, acteurs du développement agricole

- En interne: Tous les services et personnels de FranceAgriMer, et principalement les délégués filières, l'agence comptable, le service informatique, les autres services de la Direction.

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Connaissance des filières agricoles et agroalimentaires
- Connaissance des environnements économique, professionnel et institutionnel propres au domaine d'activité
- Connaissance des grands principes du droit européen (notamment aides d'Etat)
- Compétence en analyse financière

Savoir-faire / Maîtrise

- Capacité à manager une équipe et à piloter l'activité
- Capacité à concevoir, construire et gérer des régimes d'aides
- Capacité à gérer des relations avec de nombreux interlocuteurs
- Capacité d'analyse et de synthèse
- Rigueur, méthode et organisation, respect des délais
- Conduite de projet informatique

Contraintes du poste :

Pas de contraintes particulières

Poste clé¹ : Oui Non

Poste à caractère sensible² : Oui Non

Poste à privilèges³ : Oui Non

Personnes à contacter

Charlotte Voisine, cheffe du service Soutien, Investissement et Innovation dans les Filières - SIIF

☎ : 01 73 30 21 71 ✉ : charlotte.voisine@franceagrimer.fr

Florence POINSSOT, cheffe de l'unité Entreprises et Filières

☎ : 01 73 30 25 68 ✉ : florence.poinssot@franceagrimer.fr

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement

☎ : 01.73.30.22.35 ✉ : mobilite@franceagrimer.fr

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus. L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité. Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins. Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement. Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi que d'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 07/04/2022

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

³ Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.